

<https://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article855>



Construire une mobilisation : contre cette politique éducative et pour une autre école



- Éducation -
Publication date: samedi 29 janvier 2011

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Mouvement social

Le premier trimestre de l'année scolaire 2010-2011 a été largement marqué par un mouvement social d'une ampleur exceptionnelle. S'inscrivant dans une séquence débutée avec la crise économique de 2008, il a mis à jour les ressorts réels du système capitaliste et de son injustice.

Derrière la question emblématique des retraites, ce sont bien des choix globaux de projet de société, de partage des richesses, de droit de vivre, de travailler et de vieillir dignement qui ont été posés.

C'est en ce sens que le mouvement que nous avons connu était largement politique et il est difficile d'imaginer qu'il n'aura pas de suites. D'autant plus que, dans un contexte de crise sociale, l'envie de se battre, de la lutte collective a été là et laissera des traces : cela doit nous permettre d'envisager les suites nécessaires sur des questions sensibles (chômage, budget, sécu...) sur lesquelles nous devons travailler sans attendre.

Sans attendre, c'est le budget et la carte scolaire qui sont au coeur des luttes à venir en ce qui concerne notre secteur. **16 000 suppressions de postes dans l'éducation nationale** pour la prochaine rentrée, **9 000 pour les seules écoles**.

Et l'addition risque d'être au moins aussi salée l'an prochain.

Mobilisation générale

Autant de bonnes raisons pour se mobiliser avec les parents d'élèves et les partenaires du monde éducatif afin de dénoncer la saignée dont est victime l'école.

Et ce n'est pas la manoeuvre politicienne de report des calendriers des cartes scolaires afin d'éviter toute mobilisation durant la période de la campagne électorale qui pourra empêcher la construction d'un nécessaire mouvement.

Mouvement à inscrire dans le cadre global d'une politique de destruction massive du service public et de restrictions budgétaires avec toujours cette volonté dogmatique de supprimer un poste sur deux de fonctionnaires partant en retraite.

Mouvement à mettre évidemment en lien avec d'autres réformes ou régressions qui touchent particulièrement le système éducatif :

- ▶ l'attaque contre l'éducation prioritaire et le développement du dispositif CLAIR, sans concertation ni bilan, un dispositif qui institue des déréglementations pour les élèves comme pour les enseignants,
- ▶ la proposition toujours latente de doter les écoles primaires de plus d'autonomie par le biais d'un statut d'établissement en même temps qu'elles se verraient gérées par des directeurs « managers » ou d'écoles du socle commun,
- ▶ une réforme de la formation des enseignants catastrophique et régressive, dont la première année de mise en oeuvre confirme l'analyse que nous avons faite,
- ▶ le traitement intolérable fait aux personnels précaires qui assurent pourtant dans les écoles des missions de service public indispensables.
- ▶ l'inexistence du dialogue social, la politique du mérite, source de division et d'individualisation...

Construire une mobilisation : contre cette politique éducative et pour une autre école

Des mobilisations ont commencé à se développer, de façon unitaire ou pas, malgré une volonté affichée de la FSU en ce sens.

Le 22 janvier ne saurait suffire.

La grève nationale du 10 février, qui ne doit pas être vécue comme une grève de plus, ne pourra pas être la seule étape.

Elle doit rassembler largement car la situation de l'école publique est mauvaise, très mauvaise. Dans les départements, participons à la construction des différentes actions qui devront, en complément du cadre national, permettre la mobilisation la plus large pour la défense de l'école.

Et au-delà, nous devons poursuivre notre réflexion pour faire vivre à plus long terme notre vision de l'école. Une vision qui, décidément, est à l'opposé de celle, utilitariste, développée par la logique gouvernementale actuelle.